Pour le régime Hvm/Rajaonarimampianina, les dégâts causés par le cyclone Enawo constituent une occasion rêvée pour éviter de parler du drame qui est survenu dans le district d'Antsakabary, le 22 février 2017. Il s'agit d'authentiques et réels crimes contre l'Humanité, perpétrés par 42 policiers des (Forces d'intervention de police) FIP de Mahajanga, qui méritent d'être jugés à la Cour pénale internationale (CPI).

Anandra Norbert, le ministre-fusible qui a sauté pour tenter un étouffement de cette affaire sans précédent après la colonisation de Madagascar

Les actuels tenants du pouvoir malgaches pensent, certainement, que le limogeage expresse du ministre de la Sécurité publique, Anandra Norbert, est suffisant pour classer cette affaire qui n'est pas mince ni une simple histoire de canard de Barbarie (« *dokotra* ») volé et de deux policiers morts lapidés. Cela va plus loin. Très loin.

Pour l'heure, il s'agit de constituer, d'établir un dossier solide avec des preuves irréfutables avant de le transmettre aux instances internationales qui s'occupent de **ce genre de crimes imprescriptibles dans l'espace et dans le temps**
.
En attendant, il existe un film documentaire réalisé sur place par le journaliste Fetra Rakotondrasoa, de la télévision Viva. Il a été diffusé le 10 mars 2017 dans la soirée sur cette chaine.

Les témoignages sont concordants et révélateurs: ce sont bien des policiers, certains cagoulés, qui ont commis **des exactions indignes de l'uniforme qu'ils portent et inhumaines du point de vue du droit: racket; destruction de biens; incendie volontaire de plus de 400 habitations ayant entrainé la mort d'une femme de 70 ans calcinée; menaces armées; actes de torture; tentative de viol**
… Jusqu'à ce jour, aucun membre de cette expédition punitive (il n'y a pas d'autres termes) n'a été inquiété. Le corporatisme est un sport favori dans nos contrées.

Le pouvoir veut noyer le poisson en focalisant l'attention sur ses actions, après coup, en faveur des sinistrés du cyclone Enawo, jusqu'à faire deux poids deux mesures. En effet, le président Hery Rajaonarimampianina s'est rendu à Toamasina, Antalaha, Sambava et Maroantsetra, mais c'est cette seule localité qui a bénéficié de 10 millions ariary en plus de dons divers soit-disant, venant du couple présidentiel. Or, il s'agit de dons collectés auparavant chez des personnes de bonne volonté locales qui avaient voulu les distribuer elles-mêmes. Mais un ordre est tombé « *d'en haut* » comme quoi « *seul le BNGRC est habilité à distribuer des dons* » (ce qui n'est pas un scoop). En fait, c'est le président de la république lui-même qui l'a fait, s'accaparant ainsi de la mobilisation locale. Affreux, n'est-ce pas?

www.madagate.org

www.madagate.org

www.madagate.org